

**Réponse de Dominique VOYNET**  
**candidate des Verts à l'élection présidentielle 2007**  
**au questionnaire de l'Union Nationale des Associations Familiales**  
**mars 2007**

Vous m'avez interpellée et questionnée sur mon projet.

Je vous en remercie.

Vous êtes nombreux à m'écrire. Cela témoigne d'un vif intérêt pour le programme que je porte. Malheureusement, les moyens dont je dispose pour cette campagne ne me permettent pas de répondre dans le détail aux très nombreuses questions du fascicule. Je vous propose donc des réponses globales sur chacun des 15 thèmes abordés dans vos questions.

1. La représentation des familles.

Au même titre que de nombreuses autres associations, les associations familiales sont de précieux outils du débat républicain. En tant que plus petite cellule sociale, la famille mérite bien évidemment d'être représentée et entendue au sein des institutions françaises. Les associations doivent cependant veiller à se faire l'écho de toutes les structures familiales (monoparentales, homoparentales, recomposées...) et de tous les modes de vie.

2. La Conférence de la famille

La Conférence de la famille est un outil de dialogue entre le gouvernement et les associations. Je n'entends pas remettre en cause son existence.

3. Politique familiale et politique sociale

La politique sociale française est souvent une politique familiale (ayant droits des travailleurs, pensions de réversion, RMI et allocations familiales indexés sur le nombre d'enfants...). Cette conception familiale des droits sociaux est fondée sur une vision traditionnaliste de la famille (un mari qui travaille, une femme au foyer). Les évolutions récentes des structures familiales (familles recomposées, monoparentales ou homoparentales, femmes qui travaillent...) remettent en question ce modèle parfois trop rigide. Les Verts sont notamment très attachés à l'autonomie des femmes, ainsi qu'au respect des choix de vie de chacun. Les politiques sociales « familialisées » ne permettent pas toujours de garantir la liberté et l'indépendance de tous.

En ce qui concerne les allocations familiales proprement dites, nous pensons qu'il faut substituer une logique de soutien aux plus démunis à l'objectif nataliste de départ. Nous sommes pour des allocations calculées en fonction du revenu.

